

DECLARATION SUR LE LIBAN

Les évènements tragiques que connaît le Liban sont source d'inquiétude pour tous les Canadiens, et je ne doute pas que les députés partagent le sentiment de compassion qu'éprouve le gouvernement pour les nombreuses victimes des troubles récents. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a déjà souligné cette vive inquiétude à maintes reprises. Le 31 mars, le Canada a pris part à la réunion du Conseil de sécurité sur le Liban et a exprimé son appui à la déclaration émise par le président du Conseil à cette occasion.

Monsieur le Président, les évènements dont Beyrouth est le théâtre depuis un mois ne sont bien sur que l'épisode le plus récent de la guerre civile qui déchire le Liban depuis 14 ans déjà, et ne sauraient être envisagés isolément. Depuis le début, le Canada est demeuré ferme dans son appui à la cause de la souveraineté, de l'unité nationale et de l'intégrité territoriale du Liban, et c'est toujours là le fondement de notre position. Dans cette optique, nous n'avons jamais cessé de soutenir le principe du retrait de toutes les forces étrangères du Liban.

Monsieur le Président, nous estimons que toutes les parties libanaises doivent intensifier leurs efforts pour parvenir à une réconciliation nationale. Or, comme l'a déclaré le Secrétaire d'État aux Affaires extérieures, le 30 mars, la violence ne saurait mener à cette réconciliation.

C'est pourquoi nous avons invité toutes les parties concernées à redoubler d'efforts en vue d'atteindre cet objectif.

Monsieur le Président, il est à peine besoin de souligner la complexité du problème libanais qui, on le sait, a déjoué les efforts bien intentionnés de nombreuses parties extérieures au conflit. Cependant, ce n'est pas une raison pour ne plus rien tenter.

Nous avons donc donné notre appui aux efforts effectués par le Comité ministériel de la ligue arabe sous l'impulsion du Ministre des affaires étrangères du Koweït, Cheikh Sabah - en en faisant directement part au gouvernement du Koweït - et nous avons pressé les parties concernées, spécialement la Syrie et les parties libanaises, à s'associer à ces efforts.